

Décision 20/312/D

Présidente de la Métropole

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons d'un local d'activité sis 20 route d'Apt - ZA du Pré de l'Aube 13240 Septèmes-les-Vallons cadastré AO 119 appartenant à la SCI LY INN Jean-Pierre.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 001-7993 CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 024-7916/CM du 19 décembre 2019 déléguant le droit de préemption urbain (et le DPUR) sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° 09-12-2019 du Conseil municipal de Septèmes-les-Vallons du 12 décembre 2019 instaurant un droit de préemption sur les fonds de commerce et artisanaux au service des zones d'activités ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 14 février 2020 enregistrée sous le numéro 01310620 M0024 portant aliénation d'un local d'activité commerciale sis 20 route d'Apt, Zone d'Activité du Pré de l'Aube 13240 Septèmes-les-Vallons sur la parcelle cadastrée AO 119 de 5222 m2.

CONSIDERANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20200415-20-312-D-AI
Date de télétransmission : 22/04/2020
Date de réception préfecture : 22/04/2020

la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;

- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien situé en zone UE à vocation économique permettra la mise en œuvre d'une action d'aménagement d'intérêt communal en faveur de la redynamisation de l'activité commerciale dans la zone du Pré de l'Aube.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition d'un local d'activité commerciale, sis 20 route d'Apt, Zone d'Activité du Pré de l'Aube 13240 Septèmes-les-Vallons sur la parcelle cadastrée AO 119 de 5222 m2 appartenant à la SCI LY INN Jean-Pierre.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2020

Martine VASSAL

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20200415-20-312-D-AI Date de télétransmission : 22/04/2020 Date de réception préfecture : 22/04/2020
